

25 mai 2018 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Transcription du discours du Président de la République, Emmanuel Macron, à l'expoforum forum économique international

SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI.

*Saint-Pétersbourg – Vendredi 25 mai 2018*

Monsieur le président de la Fédération de Russie,

Monsieur le Premier Ministre du Japon,

Mesdames et Messieurs les chefs de Gouvernement,

Madame la Directrice générale du Fonds monétaire international,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les chefs d'entreprise,

Chers amis,

Merci, Monsieur le Président, de nous accueillir dans ce forum, pour ce forum dans une ville qui nous rappelle, ô combien, que lorsque la confiance se perd, elle peut conduire au pire.

Aujourd'hui, tout semble aller bien, on pourrait vouloir oublier l'Histoire et parce que nous sommes dans un forum économique, ne parler que d'économie. Vous avez vous-même à l'instant parler d'enjeux géopolitiques.

J'étais ce matin à la Nécropole de Piskarevskoïe pour rendre hommage à celles et ceux qui, il y a quelques décennies simplement, dans cette ville, ont tenu l'un des sièges les plus longs du monde et où des millions de vies ont été perdues, soldats, habitants, enfants et où cette ville qui avait un peu plus de 3,5 millions d'habitants au commencement de la 2ème Guerre mondiale, en est sortie avec à peine 500 000.

Je sais, Monsieur le Président, que cette Histoire, vous l'avez vécue dans votre famille même et votre chair.

Je veux commencer mon propos en y faisant référence, à la fois pour rendre hommage à l'Histoire de cette ville et de celles et ceux qui ont tenu ce siège et pour dire que lorsque la confiance commence à se perdre et qu'on n'y fait pas attention, lorsqu'on ne comprend pas que des signes avant-coureurs laissent entendre que quelque chose de plus grave s'annonce, on peut être amené à prendre des responsabilités historiques et à ne pas voir les vents mauvais qui se lèvent.

Le moment que nous sommes en train de vivre est un moment où la confiance en effet sur le plan international est bousculé par des phénomènes multiples, géopolitiques, parfois militaires, parfois économiques aussi qui peuvent conduire au pire.

Donc, le thème que vous avez choisi pour cette année me semble être le bon. La confiance, ce n'est pas simplement le respect formel des règles, c'est le degré minimal de la confiance, non. C'est la capacité à avoir confiance en soi pour donner confiance à l'autre. C'est la capacité à construire quelque chose dans la durée d'une âme commune, c'est ce qu'au fond dans « Guerre et Paix », est exprimé le mieux entre Bézoukhov et Karataev. Ce dernier déploie une simplicité et une joie, une foi en autrui qui fait que Bézoukhov, qui tout au long du roman, doute de lui-même, finit par dire qu'en le regardant – je cite – il « ressens cette paix de l'âme, ce contentement de soi-même, que jusque-là, il avait en vain appelé de tous ses vœux ». Il devient plus fort dans et par la rencontre de l'autre. Parce que l'autre a compris quelque chose de lui-même et de celui qu'il a en face. C'est ça la confiance.

Donc, ça suppose du temps, du respect d'autrui, la connaissance de nos Histoires communes, une dialectique dans le rapport à l'autre et à soi et c'est cela ce que nous avons aujourd'hui à bâtir.

Les relations entre la France et la Russie permettent de construire, je le crois très profondément, aujourd'hui la confiance, malgré le contexte très difficile qui est le nôtre et c'est sur ce premier point que je voulais revenir.

La confiance, la vraie, se bâtit pas à pas et c'est ce que nous faisons sur le plan économique avec la Russie. Ensemble, nous avons œuvré à la maîtrise des propriétés civiles de l'atome, nous avons tissé des liens pour l'approvisionnement énergétique de l'Europe, nous avons porté plus haut le rêve de l'exploration spatiale et nous avons construit et maintenu, malgré les vents mauvais, des grands projets dans le domaine énergétique.

Les entreprises françaises – nous l'évoquions tout à l'heure – étaient là quand la Russie est entrée en récession en 2009, puis en 2014. Elles ne sont pas parties et elles ont maintenu dans tous les secteurs d'activité où elles étaient investies leur place. La France est ainsi aujourd'hui l'un des premiers employeurs étrangers avec près de 170 000 emplois. Nous sommes parmi les tout premiers investisseurs en flux. L'Union européenne est le premier partenaire commercial de la Russie, elle représente 45 % de ses exportations, loin devant la Chine, quand on regarde l'Union européenne.

D'autres projets sont en cours, nos entreprises ont conclu aujourd'hui, il y avait une cinquantaine d'accords lors de cette visite et de nos relations de travail, certains partenariats vieux de quarante ans ont été conçus dans une période de tension extrême et nous devons retrouver le sens de cette volonté fondatrice.

L'un et l'autre, nous y croyons et le choix de la France comme invitée d'Honneur, avec le Japon, pour ce Forum de Saint-Petersbourg, démontre que cette volonté est partagée.

C'est pour poursuivre dans cette direction que je demande aussi que nous puissions ensemble continuer à œuvrer et je me félicite du discours que vient de tenir le Président POUTINE, cher Vladimir, à faire respecter les règles du jeu favorables aux affaires, à réagir toujours, les uns et les autres, avec proportion aux sanctions, à renoncer à tout repli sur soi, à respecter les engagements multilatéraux pris à l'Organisation mondiale du commerce en matière de barrières tarifaires et non tarifaires.

Nous devons apporter un soutien clair au projet stratégique franco-russe et renouveler notre coopération, en appui à la diversification de l'économie russe, en la développant dans de nouveaux secteurs qui seront les moteurs de la croissance de demain, les nouvelles mobilités, la ville, la santé, les transports urbains, le numérique. Nous devons le faire dans un contexte dont nous connaissons toutes les difficultés, mais précisément pour pouvoir les dépasser.

Je crois très profondément que la Russie a son Histoire et son destin dans l'Europe, mais dans une Europe partenariale, qui, cher Shinzo, Monsieur le Ministre, a vocation à travailler avec tout le monde, à dialoguer avec le Proche et Moyen-Orient, comme avec l'Asie. Mais notre Histoire, notre ancrage est commun.

Simplement, ces vingt-cinq dernières années ont parfois été faites d'incompréhensions, sans doute d'erreurs qui ont parfois nourri les tensions et ont pu nous faire diverger, alors même que ces vingt-cinq dernières années, nous aurions dû en quelque sorte réconcilier les Histoires, parachever une Histoire commune, celle que justement nos imaginaires littéraires, notre Histoire, notre géographie, notre identité profonde aurait dû conduire à mener.

Je souhaite donc que nous puissions, dans la décennie qui s'ouvre, réussir à œuvrer ensemble pour justement recréer cette confiance européenne indispensable. Cela suppose de partager des choix géostratégiques, cela suppose de savoir régler les différends qui existent et les crises en cours. Là-dessus, nous en avons parlé hier avec le Président Poutine, nous connaissons le cadre, le format, il faut maintenant œuvrer et avancer. Cela suppose de porter des projets nouveaux, une philosophie nouvelle pour notre Europe.

Je viens d'entendre vos quatre priorités que vous venez d'évoquer, Monsieur le Président. Mettre l'Homme, un nouvel humanisme, la volonté de reconnaître et de laisser s'exprimer toutes les libertés de l'Homme dans une société qui a confiance en elle-même. C'est le projet fondateur de l'Europe.

Donc, dans cette perspective, pour mieux vivre, pour construire un modèle économique plus fort et un modèle social où votre peuple vivra mieux – je vous ai entendu – je suis convaincu que c'est dans cet ancrage et ce partenariat fort avec l'Europe que nous pouvons le faire. C'est ce qui a alimenté, nourri l'Histoire de l'Europe, qui est ce continent où la démocratie, le progrès des classes moyennes, l'économie de marché et les équilibres sociaux ont été inventés.

Donc, notre défi commun, c'est face à toutes les peurs contemporaines, toutes les grandes bascules, les craintes que vous évoquiez, qu'elles soient géopolitiques ou technologiques, de savoir reconstruire cette grammaire pour remettre l'Homme au centre. C'est par ce biais que nous pouvons ensemble construire ce nouveau partenariat que j'appelle de mes vœux.

Nous devons aussi ensemble réussir à améliorer le fonctionnement des mécanismes de paix et de sécurité sur le continent européen, c'est notre responsabilité. Revoir cette architecture est notre intérêt partagé. Alors mettons-nous autour de la table et travaillons. J'y suis prêt.

La fenêtre d'opportunité existe, elle est maintenant et si elle n'était pas saisie, elle pourrait se refermer. C'est pourquoi je tiens à cet ancrage de la Russie en Europe et avec l'Europe. Je tiens à la présence de la Russie dans le Conseil de l'Europe et je souhaite que sur les sujets économiques, stratégiques comme de défense, notre dialogue stratégique pour la décennie à venir trouve une nouvelle dynamique.

Car en effet – c'est le deuxième point sur lequel je voulais insister – la question de confiance posée à l'échelle mondiale nous place dans une situation inédite. Il y a toutes les craintes que nous connaissions face aux changements climatiques, face aux transformations énergétiques, face à un monde numérique où tout s'accélère. Il y a des inégalités contemporaines du monde, où notre organisation mondiale vit une crise qui a fait accroître les inégalités au sein des pays et entre les pays et a fragilisé en quelque sorte ce consensus des classes moyennes.

Oui, nous vivons – cela depuis plusieurs années – une crise de la mondialisation contemporaine qui fait douter nos peuples. C'est ce qui a conduit à des choix, ces dernières années, là où on les pensait impossibles, du Brexit à la montée des régimes dits « illibéraux », une crise s'est installée aujourd'hui dans une bonne partie du monde.

Mais face à cette crise, dont, je le crois très profondément, les causes sont la défiance de nos peuples, les causes sont le manque d'efficacité et d'équité de ce développement, nous voyons une réponse qui est en train de se dessiner à l'échelle internationale et vous l'avez dénoncée, celle de la fragmentation du monde. Celle qui consiste, en jouant sur les peurs, à vouloir diviser, à vouloir en quelque sorte nourrir cette crise de confiance par plus de défiance encore.

Qu'il s'agisse du commerce, qu'il s'agisse des sujets de défense ou de sécurité collective, qu'il s'agisse des sujets de numérique, la division ne sera que l'instrument de la peur.

Or, le Japon, la Russie comme la France, avec eux la Chine et tous nos partenaires ont un intérêt commun, celle justement de savoir répondre dans ce contexte, en inventant une méthode nouvelle et en se basant sur quelques principes simples et c'est le troisième point sur lequel je voulais achever mon propos.

Nous avons besoin pour combattre la défiance de construire les termes de ce que j'ai pu appeler ce multilatéralisme fort. Il passe pour moi par trois leviers : la souveraineté bien comprise, la coopération résolue et l'adhésion au multilatéralisme auquel nous devons redonner un sens et un contenu.

La première chose, c'est la souveraineté, on ne peut pas se faire confiance – comme je le disais en citant « Guerre et Paix » – si on n'a pas confiance en soi-même et si on ne se respecte pas soi-même et si on ne sait se faire respecter.

Dans ce contexte international, je suis attaché dans toutes ses formes à la souveraineté. Je suis attaché à ce qu'entre nous, nous nous respections et qu'il n'y ait pas d'intrusion, de quelque nature qu'elle soit. Je suis attaché, lorsque l'un de nous prend une décision souveraine d'adhérer à un accord, qu'il puisse y rester, même si un autre décide d'en sortir. C'est un choix souverain. Je suis attaché à ce qu'une véritable souveraineté puisse être défendue dans tous les registres. Pourquoi ? Parce que c'est la condition du respect, mais c'est la condition aussi d'un bon fonctionnement avec les milieux d'affaires.

Que nous demandez-vous ? De pouvoir régler des problèmes, de faire respecter des règles, parfois de poser des limites, c'est le principe même de la souveraineté. Que nous demandent nos concitoyens ? De pouvoir en rendre compte. Qui en rend compte, si ce ne sont les dirigeants d'Etat ou de structures dans lesquelles ils ont décidé de coopérer.

C'est pour cette raison que je suis attaché à la souveraineté de mon pays et au choix que nous avons fait en signant l'accord nucléaire iranien, choix souverain de signer un traité et de se conformer, ce faisant, au droit international. Pacta sunt servanda : les traités signés sont là pour être respectés. Vous l'avez rappelé. Nous allons ainsi procéder.

Je suis attaché à la souveraineté de mon pays et je veux ici construire un cadre souverain en matière de cyberspace, en matière de protection de l'intégrité de l'information qui y est donnée, des débats qui y sont conduits. Nous avons eu ce débat hier ensemble en actant d'une coopération.

Je suis aussi attaché à une souveraineté européenne, qui, pour que ces nouvelles règles du monde puissent aboutir, est nécessaire. Cette souveraineté européenne, c'est celle que nous avons renforcée ces derniers mois.

absolu, est nécessaire. Cette souveraineté européenne, c'est celle que nous avons remises ces derniers mois, en actant d'une Europe de la défense, qui était à l'arrêt depuis le milieu des années 50, qui est la clé de cette souveraineté.

La France – comme vous le savez – est aujourd'hui la première armée de l'Union européenne et nous avons pris des choix ambitieux pour continuer à être à la hauteur justement de cette stratégie. Mais nous avons aussi besoin de le faire au niveau européen. Je crois à cette souveraineté européenne sur le plan du numérique, aujourd'hui même rentre en vigueur une réglementation européenne inédite qui va permettre de protéger les données de nos concitoyens et qui va s'imposer à tous les grands acteurs internationaux qui opèrent en Europe, c'est un signe de souveraineté. C'est une marque aussi de confiance, encore une fois, pour nos concitoyens, qui sauront dans quel cadre on opère leurs données et quels comptes on peut leur rendre, là où l'absence de régulation a affaibli la conscience et fragilisé ces mêmes acteurs économiques.

C'est aussi parce que je crois à la souveraineté européenne que je veux renforcer notre souveraineté commerciale et financière. Nous devons pouvoir être encore plus forts, pour non seulement protéger nos intérêts stratégiques, nous avons commencé à le faire par des décisions inédites, mais également avoir une souveraineté financière qui puisse conduire l'Europe à mener ses propres choix et à ne dépendre de personne. Ce faisant, la coopération, le dialogue que nous menons et que nos acteurs financiers mènent est un élément indispensable de cette stratégie.

Deuxième pilier qui va avec la construction de ces nouvelles relations internationales et de ce nouveau monde, c'est celui de la coopération. La souveraineté n'a de sens et n'est soutenable, que si on coopère, si on dialogue, si on respecte, si on est un acteur qui exprime ses vues, sa stratégie et cherche à œuvrer. C'est, je crois, ce que nous faisons ensemble depuis le premier jour.

Nous avons des désaccords. Mais il se trouve que ces désaccords en quelque sorte sont partagés. Ils sont connus, ils sont visibles et lisibles. Mais nous avons aussi beaucoup d'accords. Sur ces accords, nous pouvons avancer et je crois que nous avons, l'un et l'autre, partagé, de manière inédite également, une feuille de route extrêmement claire, qui, j'en suis sûr, nous permettra d'aller plus loin.

Cette coopération, c'est celle qui nous conduit ensemble, avec nos partenaires, avec le Japon, comme la Russie, à non seulement défendre l'accord nucléaire iranien que nous avons signé en 2015, mais à vouloir aussi aller plus loin et pour préparer et stabiliser toute la région, réussir justement à avoir un dialogue avec l'Iran sur les activités balistiques, les activités régionales et dans la durée les activités nucléaires au-delà de 2025. C'est parce que je crois à cet esprit de coopération que j'ai souhaité, qu'avec notre partenaire chinois, nous puissions travailler sur l'initiative des nouvelles routes de la soie, qui peut être profondément structurante et qui – nous le savons – vise à redéfinir le multilatéralisme et le faire en cohérence avec nos engagements climatiques, le respect de la loyauté commerciale et le respect de la souveraineté comme de la stabilité des pays traversés.

C'est parce que je crois à la coopération que j'ai souhaité pouvoir œuvrer avec le Japon, l'Australie, la Nouvelle Zélande et l'Inde à une stratégie Indo-Pacifique pour construire les voies et moyens de cette liberté de notre souveraineté dans l'espace Indo-Pacifique ensemble.

C'est parce que je crois à cet esprit de coopération que la France s'est engagée, avec les Etats du Sahel et plus largement avec l'ensemble des Etats membres de l'Union africaine, Monsieur le Président, pour œuvrer à une nouvelle politique de stabilité et de maintien de la paix et de lutte contre le terrorisme partout en Afrique.

Enfin, après la souveraineté, la coopération permanente, il nous faut reconstruire, rebâtir ce multilatéralisme fort. Tout ce que nous évoquons depuis tout à l'heure n'a de sens que si nous savons préserver le cadre international qui nous permet d'être là. Un multilatéralisme fort, c'est un multilatéralisme qui nous permet d'obtenir des résultats, pour protéger nos classes moyennes contre les destructions d'emplois et l'augmentation des prix que provoquerait une guerre commerciale, pour apporter une véritable réponse aux déséquilibres mondiaux en renforçant notre coordination au G20 et à l'OMC, pour que les technologies, les financements, les compétences soient partout au rendez-vous de l'économie bas carbone, pour enrayer la course vers le bas en matière fiscale comme en matière sociale, pour valoriser et réguler la transformation technologique, pour construire les instruments du maintien de la paix et de la baisse de la conflictualité. C'est ça l'objectif du multilatéralisme.

Nous en avons les instruments : l'Organisation des Nations unies, l'Organisation mondiale du commerce, le Fonds monétaire international. Nous avons des structures de concertation, le G7, le G20. Nous devons œuvrer dans ses cadres.

Il se trouve que la Russie et la France sont tous deux membres permanents du Conseil de sécurité. Allons plus loin, renforçons ce Conseil de sécurité des Nations unies pour justement bâtir ensemble ce multilatéralisme fort qui obtiendra des résultats, c'est d'ailleurs l'un des seuls leviers. Il se trouve que la Chine, à nos côtés, a aussi

cette volonté. Tous trois, avec nos deux partenaires anglais et américain, œuvrons en ce sens et rendons ces Nations unies plus fortes encore, ne les laissons pas être fragilisées.

Nous sommes, avec le Premier Ministre ABE, nous serons dans quelques semaines au G7, faisons du G7 une instance utile pour la pacification commerciale, le respect de nos règles internationales et justement de cette coopération indispensable.

Nous serons ensemble au G20 dans quelques mois, faisant de cette enceinte également une enceinte utile pour ce multilatéralisme auquel nous croyons.

A ce titre, le Japon et la France auront l'année prochaine une responsabilité éminente en présidant le G7 et le G20 la même année. C'est dans cet esprit que je veux que nous avancions dans les prochains mois et les prochaines années, pour essayer de rebâtir cette confiance indispensable autour de ce triptyque : souveraineté, coopération et multilatéralisme fort.

Vous l'avez compris, la France et l'Union européenne y sont prêtes. Elles ont cette volonté. Nous portons avec notre partenaire allemand, avec qui, sur ces sujets, nous œuvrons main dans la main, à chaque instant et avec l'ensemble des pays européens, cette ambition cet agenda fort pour l'Europe.

Mesdames et Messieurs, je suis lucide en vous disant tout cela. La tâche sera difficile et elle demandera en quelque sorte d'en finir avec ce qu'Alexandre SOLJENITSYNE, dont nous fêtons le centenaire, appelait il y a trente ans, « le déclin du courage ».

La période que nous vivons a besoin de courage, pas du courage qui divise, pas du courage bravache qui consiste à définir des formes de souveraineté qui seraient un souverainisme de repli, une non coopération, une fragmentation. Non. D'un courage porté par la confiance en soi, l'ambition, chacun où nous sommes, pour notre pays, nos entreprises, les organisations que nous dirigeons. Nous avons beaucoup de travail et croyez bien que la France est en train de le faire pour avoir cette pleine confiance et ce plein optimisme.

Mais le courage aussi de faire ensemble, d'œuvrer ensemble, d'agir ensemble.

Le courage est de retour en France. Il est de retour en Europe. Il est de retour dans l'ensemble des pays ici présents et nous en avons besoin.

Alors que la Russie s'apprête à accueillir une grande compétition sportive, je veux conclure sur le sport pour former un vœu.

Nous connaissons tous votre goût, Monsieur le Président, cher Vladimir, pour le judo. Je sais que vous appréciez les valeurs de la voie de la souplesse, comme on dit dans ce sport qui est aussi un art. Elle repose sur la maîtrise de ses propres forces, la tactique plutôt que la force brute, les qualités de la volonté et le respect de l'adversaire. Il y a beaucoup de sources d'inspiration pour les liens entre les peuples et entre les Nations dans ces valeurs.

Moi, j'aime le football, c'est un sport collectif, mais il exige très largement les mêmes qualités.

Alors, je souhaite que nous trouvions en nous la force de nous engager ensemble dans un jeu collectif, coopératif, fondé sur ces valeurs de respect et de confiance que nous devons mieux protéger.

Voilà, Mesdames et Messieurs, chers amis, le message que je voulais avec vous aujourd'hui partager.

Je vous remercie.